

## Édito

En cette rentrée 2020, au milieu de la pandémie qui nous frappe, et des restrictions associées qui tombent, notre séminaire de rentrée bouleversé nous rappelle que, sans les petits riens de la vie d'un labo, on ne peut transmettre des savoirs, produire de la recherche et faire fonctionner une grande institution comme l'université. Se voir et se parler autour d'un café, manger des sandwiches ensemble en discutant d'une conférence qu'on vient d'entendre, d'un article en cours d'écriture, fêter les nouveaux docteur.e.s comme il se doit dans la cohue d'un pot de soutenance, et, horresco referens, se faire la bise en se croisant dans un couloir, en écoutant les dernières nouvelles d'une étu-

diant.e, d'un colloque, d'un livre. La recherche vit dans la conversation libre et continuée, la COVID-19 la bloque et la contraint. La visio-conférence est un pis-aller : les petits riens d'avant étaient l'essentiel. Nous ne pouvons qu'espérer fêter bientôt leur retour.

En attendant, malgré la mutilation des relations sociales qui rend tout difficile, le travail continue : nous vous laissons découvrir les différents projets sélectionnés dans cette quinzième Lettre du Curapp-ess, les nouvelles publications et les chercheur.se.s en visite, en attendant vos suggestions pour les lettres suivantes. Bonne rentrée !

## Sommaire

### Projets de recherche p. 2-3

- Repérer les publics invisibles
- Comprendre les migrations des départements d'Outre-mer
- Élections Municipales et Intercommunales : entre le national et le local
- Vers une bioéconomie sociale et solidaire ?
- Des philosophes de terrain ?

### Georgia Liarakou : éduquer à l'environnement p. 4

### Publications : p. 4

- Élus locaux et notabilités
- Manuel indocile de sciences sociales
- État de droit et dispositifs juridiques de lutte contre le terrorisme

Pour connaître toute l'actualité du laboratoire rejoignez-nous sur :

<http://www.u-picardie.fr/curapp/>



CURAPP-ESS UMR 7319  
UFR de Droit et de Science Politique  
10, Placette Lafleur  
BP 2716  
80 027 Amiens Cedex 1  
Tél. : (00 33) 3 22 82 71 48  
Messagerie : [curapp@u-picardie.fr](mailto:curapp@u-picardie.fr)

#### Comité éditorial :

Nathalie Le Bouteillec (directrice de la publication), Valérie Pacaud (animatrice du comité éditorial), Sandra Fontanaud, Bertrand Geay, Paul Pasquali, Layla Raid, Aude Riedberger.

## REPÉRER ET MOBILISER LES “PUBLICS INVISIBLES”

« Repérer et mobiliser les publics invisibles et en particulier les plus jeunes d’entre eux » : tel est l’objectif de l’appel à projets national auquel ont répondu 4 chercheurs du CURAPP-ESS en partenariat avec l’Association Régionale pour les Elus à la Formation, l’Insertion et l’Emploi (AREFIE). Sur une durée de trois ans, il s’agit d’accompagner la démarche de « repérage » et de « mobilisation » des jeunes étiquetés comme « invisibles », menée par les missions locales des Hauts-de-France.

Cette recherche s’articule autour de deux axes. Le premier correspond à une enquête menée auprès des jeunes « repérés et mobilisés ». Le deuxième s’intéresse aux pratiques des professionnels engagés dans les actions de « repérage » et de « mobilisation ».

L’objectif du premier axe est de mieux connaître les jeunes « invisibles », d’étudier leurs trajectoires et de saisir leurs parcours d’insertion professionnelle suite aux actions de mobilisation. Dans cette perspective, l’enquête menée auprès des « invisibles » comportera deux volets : une étude quantitative et une étude qualitative.

Le deuxième axe de cette recherche correspond à une enquête menée auprès des professionnels engagés dans les actions de repérage et de mobilisation des « invisibles ». Cette enquête per-

mettra d’observer la mise en œuvre et les effets des partenariats tout en s’intéressant aux transformations du travail et des métiers qu’une telle action engage.

À la croisée de la sociologie de la jeunesse, de la sociologie du travail et de l’emploi, des politiques publiques, cette recherche ouvre la possibilité d’étudier les modalités de traitement de jeunes issus d’une fraction des classes populaires dans un contexte marqué par l’injonction à l’autonomie, l’effritement de la société salariale et une nouvelle forme de chalandisation qui expose les opérateurs publics de l’emploi à la concurrence du monde associatif.

Financée par la DIRECCTE des Hauts-de-France et en partenariat avec AREFIE.

Recherche sous la responsabilité scientifique de Pascal Depoorter (CURAPP-ESS). Emilie Defacques (CURAPP-ESS), Diane Delacourt (CURAPP-ESS), Sandra Fontanaud (CURAPP-ESS).



## COMPRENDRE LES MIGRATIONS EN PROVENANCE DES DÉPARTEMENTS D’OUTRE-MER

Le projet de recherche MIGRINDOM porte sur les migrations en provenance des départements d’Outre-mer (DOM) depuis la deuxième moitié du XXe siècle, dans le but de saisir conjointement les logiques institutionnelles organisant et encadrant ces migrations et les logiques individuelles et familiales des migrants qui s’emparent de ces dispositifs tout autant qu’ils sont contraints par eux.

Les DOM ont connu un destin particulier à l’époque de la décolonisation de l’Empire français : quand d’autres territoires colonisés sont devenus des États-nations indépendants, ces territoires ont été pleinement assimilés à l’État français à partir de 1945 par la départementalisation. Ce destin à part confère aux dynamiques et politiques migratoires concernant ces départements un intérêt particulier. Internes à une entité nationale, ces migrations ont été organisées par une agence créée par l’État français dans les années 1960, dans un but conjoint de politique de main d’œuvre et de neutralisation des mouvements indépendantistes. Si ces migrations ont connu une phase de reflux, dans les années 1980-1990, le mouvement migratoire des

DOM vers l’Hexagone a repris dans les années 2000 – dans un contexte de forte crise économique et sociale dans les départements d’Outre-mer.

Ce projet prend ainsi pour objet des migrants de l’intérieur longtemps oubliés par une sociologie et une histoire des migrations focalisées sur les mouvements de population inter ou transnationaux. Il questionne le legs colonial dans le gouvernement des Outre-mer. Que révèle cette politique migratoire de la relation entre l’État central et les Outre-mer ? Sur quelles formes particulières de racialisation des domiens reposent ces politiques publiques ?

Projet de Recherche Collaborative

Coordinatrice du projet : Audrey CELESTINE, MCF université de Lille, membre du CERAPS

Stéphanie GUYON, MCF en science politique UPJV, membre du CURAPP-ESS, Partenaire du projet



Avec l’appui financier de l’Agence Nationale de la Recherche

## ÉLECTIONS MUNICIPALES ET INTERCOMMUNALES : L’IMBRICATION DES ENJEUX NATIONAUX ET LOCAUX



Mieux comprendre ce qui se joue à la fois « localement » et « nationalement » lors des élections municipales, c’est l’ambition de cette recherche. Coordonné par Rémi Lefebvre (Professeur de Science Politique, Lille 2/ CERAPS) et Sébastien Vignon (MCF en Science Politique UPJV/

CURAPP-ESS), le Collectif de Recherche sur les Élections Municipales et Intercommunales (CREMI) associe plusieurs laboratoires de Science Politique (110 chercheurs) et conduit une enquête sur 17 villes françaises de plus de 100 000 habitants. Il entend se focaliser sur l’émergence des enjeux municipaux, l’offre politique en présence, les formes de mobilisation pendant la campagne – et l’analyse des résultats – en s’attachant aux imbrications entre les enjeux nationaux et locaux. La recherche se donne un double objectif. D’une part, mieux

comprendre les configurations spécifiques de différents territoires au travers d’enquêtes de terrain minutieuses. De l’autre, traiter des questions qui dépassent une analyse localisée du politique pour aborder des questions plus larges et transversales (parité, place des enjeux intercommunaux, sociographie des candidats, systèmes d’alliance partisane, traitement médiatique, etc.).

Le programme de recherche est soutenu par trois partenaires qui apportent une contribution financière : l’Assemblée des Communautés de France, France Urbaine et l’Association des Directeurs Généraux des Communautés de France. L’équipe amiénoise est composée de Myriam Bachir, Pierre-Antoine Chauvin, Diane Delacourt, Gael Depoorter, Clara Deville, Thomas Douniès, Patrick Lehingue, Sophie Louey et Babak Taghavi.



## VERS UNE BIOÉCONOMIE CIRCULAIRE, SOCIALE ET SOLIDAIRE ? - BIOSOLID

Alors que le contexte politique et réglementaire dans lequel se déploie la bioéconomie enjoint l'ensemble des acteurs économiques à développer une forme d'économie circulaire dans leurs modèles de croissance et de développement et qu'il encourage aussi ces mêmes acteurs à répondre à de grands enjeux sociaux (création d'emplois pérennes, redynamisation de territoires périphériques et/ou désindustrialisés, etc.), l'objectif de BioSolid est de se demander s'il existe des filières de la bioéconomie qui sont à même d'articuler trois dimensions du « développement durable ». La première est économique et touche à l'usage de la biomasse comme ressource principale pour la production de nouvelles molécules et de nouveaux matériaux. La deuxième est environnementale et porte sur l'intégration de ces activités bioéconomiques dans une logique de circularité robuste (i.e. de durabilité forte). La troisième est sociale et engage des questions telles que l'insertion professionnelle, la formation, les transformations du travail et de l'emploi.

L'originalité de ce projet est qu'il entend évaluer la validité épistémologique et la pertinence scientifique d'un champ d'investigation, non encore exploré, qui se situe à l'intersection de trois domaines de recherche fédérateurs : bioéconomie, économie circulaire et économie sociale et solidaire.

Ce programme de recherche a ainsi une visée exploratoire puisqu'il va tenter de délimiter et d'explorer le périmètre de recherche dédié à la place de la bioéconomie dans le développement de l'économie circulaire et de l'économie sociale et solidaire.

### DES PHILOSOPHES DE TERRAIN ?

Alors que l'on se représente souvent la recherche en philosophie comme un travail conceptuel et bibliographique cultivant la distance avec son objet, de plus en plus de chercheurs se sentent en philosophie éprouvent le besoin d'intégrer à leur recherche une enquête de terrain. Ils/elles investissent alors des hôpitaux, des comités d'éthique, des camps de migrants, des fermes, des jardins, des usines, des stades de sport, etc. Cette « philosophie de terrain » tire parti de l'interdisciplinarité croissante dans les sciences humaines et sociales, empruntant certaines de ses méthodes à la sociologie, à l'anthropologie, etc., mais aussi en dialogue avec d'autres disciplines – tout en revendiquant la pertinence d'une approche spécifiquement philosophique des questions dont elle traite. Une telle recombinaison soulève des questions méthodologiques importantes, parfois thématiques explicitement, plus rarement discutées collectivement.

C'est sur ce constat que se fonde le projet PhilosoField, projet junior porté par le service de la recherche de l'université Lyon 3, mené par six doctorant·e·s de plusieurs universités et unités de recherche, parmi lesquels une membre du CURAPP, Marion Bérard. Ce projet de recherche collectif de deux ans (2020-2021), s'organise autour de trois questions : Qu'est-ce qu'un terrain en philosophie ? Pourquoi y avoir recours ? Et quelle(s) méthode(s) peut-on adopter pour mettre en œuvre une telle démarche ? Il prend la forme d'un séminaire doctoral trimestriel invitant le public universitaire, issu de différents champs disciplinaires et domaines de spécialisation, à échanger sur les enjeux méthodologiques de la philosophie de terrain. À chaque séance, des intervenant·e·s invité·e·s partagent leurs réflexions sur des travaux passés ou en cours. En plus de ces rendez-vous réguliers, nous préparons trois grandes manifestations thématiques, ouvertes aux acteur·rice·s de terrain, dans les lieux où ont émergé les problématiques en question (hôpitaux, musées, territoires en transition écologique, etc.). Le but est de créer une communauté

Il s'agira notamment de définir des perspectives et thématiques originales, à la croisée de différentes disciplines de SHS (sociologie, sciences politiques, économie, anthropologie et histoire) et des agrosociétés, susceptibles d'identifier des synergies dans les objets et les approches.

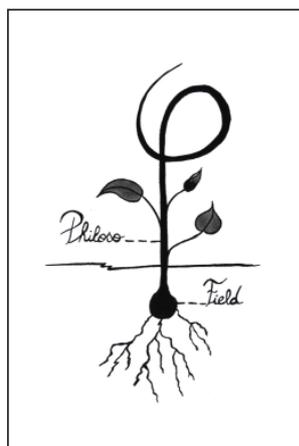
À terme, ce travail exploratoire devrait permettre de mettre à jour une série de problématiques transversales aux agents économiques et aux équipes scientifiques engagés dans la bioéconomie pour aborder d'autres questions telles que, par exemple, la place de l'emploi dans la bioéconomie.



BIOSOLID, « Vers une bioéconomie sociale et solidaire ? » est porté par Baptiste Monsaingeon, Maître de Conférences en Sociologie à l'Université de Reims et chercheur au laboratoire Regards (EA 6292). Il bénéficie d'un financement dans le cadre de l'appel à projet annuel de la Structure Fédérative de Recherche Condorcet « Agro-sciences, environnement et développement durable » (FR CNRS 3417, UPJV-URCA).

Pour le CURAPP-ESS, il associe Rémy Caveng (Professeur des universités en sociologie, Chercheur au CURAPP-ESS).

de recherche autour des enjeux de cette tendance par laquelle la philosophie se situe au cœur du monde contemporain, impliquée auprès de collectifs variés, soucieuse de tisser des liens entre la cité et l'université.



Membres du projet :  
 Maud Benetreau (Université Paris Est Créteil, LIS)  
 Marion Bérard (UPJV, CURAPP-ESS)  
 Brenda Bogaert (Lyon 3, IRPhIL)  
 Margaux Dubar, porteuse du projet (Lyon 3, IRPhIL)  
 Damien Delorme (Lyon 3, IRPhIL – Université de Genève)  
 Fanny Wiard (Lyon 3, IRPhIL)

Soutiens : Service général de la recherche de Lyon 3, IRPhIL, École Doctorale de philosophie « Histoire, Création, Représentation », Chaire Valeurs du soin.

Site internet : <https://philosofield.hypotheses.org/>  
 Contact : [philosofield@gmail.com](mailto:philosofield@gmail.com)

**GEORGIA LIARAKOU : CHERCHEUSE ACCUEILLIE AU CURAPP-ESS**

EDUQUER À L'ENVIRONNEMENT



**Georgia Liarakou**, Université d'Égée à Mytilène, Grèce, chercheuse accueillie au CURAPP-ESS en 2020 (février - mars 2020) Professeure de Sciences de l'éducation à l'Université d'Égée, ses recherches portent sur l'éducation à l'environnement et au développement durable.

Elle a déjà collaboré avec des membres du laboratoire, notamment Chloé Vlassopoulou (Mcf en Science politique) avec qui elle a entamé des recherches sur les politiques et l'histoire de l'environnement.



Ses recherches actuelles sur l'acceptabilité des projets d'énergies renouvelables dans les îles de la mer d'Égée, sont l'occasion

de poursuivre cette collaboration et d'approfondir les différentes dimensions des politiques européennes et grecques en matière d'énergies renouvelables.

La venue de Georgia Liarakou a également permis d'envisager des collaborations futures avec le CURAPP-ESS sur l'éducation à l'environnement et au développement durable.

**PUBLICATIONS DES MEMBRES DU CURAPP-ESS**



**ÉLUS LOCAUX ET NOTABILITÉS**

Textes réunis et présentés par **Frédéric Nicolas, Sébastien Vignon et Gilles Laferté**, *Élus locaux et notabilités*, Revue Études rurales, n° 204, Éditions EHESS, 234 p., 2019

Ce numéro analyse les effets combinés des restructurations sociodémographiques (déprise des effectifs agricoles, développement de la mobilité résidentielle, polarisations territoriales, etc. et institutionnelles (décentralisation, généralisation de l'intercommunalité, etc. sur les logiques de conquête et d'exercice du pouvoir politique dans les mondes ruraux.

Il s'agit de questionner les spécificités et la diversité des configurations politiques « rurales » en re-territorisant l'analyse de la fabrique du personnel politique, en comprenant comment le recrutement et le travail politiques s'opèrent à l'intersection de scènes de sociabilité (festives, associatives, religieuses, sportives, culturelles, etc. qui, si elles sont éloignées du champ politique national, ne sont pas pour autant apolitiques.

Frédéric Nicolas, Docteur en sociologie, Centre d'Économie et de Sociologie Rurales Appliquées à l'Agriculture et aux Espaces Ruraux (CESAER), INRA.

Sébastien Vignon, enseignant chercheur de Science politique à l'Université de Picardie Jules Verne (CURAPP-ESS).

Gilles Laferté, Directeur de recherche, Centre d'Économie et de Sociologie Rurales Appliquées à l'Agriculture et aux Espaces Ruraux (CESAER), INRA.



**MANUEL INDOCILE DE SCIENCES SOCIALES. POUR DES SAVOIRS RÉSISTANTS**

**Fondation COPERNIC**, *Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants*, Éditions La Découverte, 1033 p., 2019

Ce livre alimente en indocilités, ravitaille en savoirs résistants. Sans jargon, ni dogme, ni abstraction, il fournit mille arguments contre les fausses évidences, partout répétées, qui célèbrent le marché libéré (soi-disant efficace pour tous et la planète), la mondialisation telle qu'elle est (soi-disant heureuse), les chefs de toutes sortes, le mérite scolaire, la « bonne santé » des démocraties (trop faiblement démocratiques).

Ce livre lève les silences ou les censures sur les mécanismes qui produisent, reproduisent les discriminations, les pollutions, l'exploitation au travail, la transmission des capitaux, le mépris des mondes populaires, les « racisations », l'hétéronormalité, les souffrances animales, les nourritures qui tuent, la marchandisation, la ruine organisée des services publics, des protections sociales, et le « chacun seul » qui s'ensuit.

Ce manuel indocile fourmille d'exemples issus des sciences sociales – l'histoire, l'économie, l'ethnologie, la sociologie, les sciences politiques, etc. et montre comment l'ordre du monde que l'histoire a produit, notre histoire peut le défaire. Plus de 100 contributeurs : des sociologues, des économistes, des politistes, des historiens dont plusieurs chercheurs du CURAPP-ESS, ainsi que des professeurs de lycée, des acteurs du mouvement social, et plus de 100 sujets abordés, qui questionnent les « vérités » toutes faites, en montrant qui les produit, comment et pourquoi.

La Fondation Copernic rassemble des acteurs du mouvement social, des syndicalistes, chercheurs, féministes, militants associatifs et responsables politiques.



**ÉTAT DE DROIT ET DISPOSITIFS JURIDIQUES DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME. ASPECTS COMPARÉS**

Sous la direction de Lucie Delabie, Mouloud Boumghar, *État de droit et dispositifs juridiques de lutte contre le terrorisme. Aspects comparés*. Éditions Mare & Martin, collection Droit

privé & sciences criminelles, 242 p., 2020

Depuis plusieurs décennies, les dispositifs normatifs et opérationnels de lutte contre le terrorisme mettent sous tension l'État de droit à travers le monde. Cet ouvrage propose des éléments de réflexion et d'analyse à partir de plusieurs situations nationales (Royaume-Uni, France, Italie, Turquie). Au-delà, il met en perspective le niveau national avec le droit du Conseil de l'Europe, le droit de l'Union européenne ainsi que le droit international des droits de l'Homme. Il ressort de cette mise en perspective une interrogation réelle sur la capacité des juridictions supranationales européennes à assurer une protection exigeante de l'État de droit.

Lucie Delabie, spécialiste de droit international et Mouloud Boumghar, spécialiste des droits de l'homme sont enseignants-chercheurs à l'Université de Picardie Jules Verne (CURAPP-ESS).